

GHT

Groupement
Hospitalier de Territoire
Centre Franche-Comté



MARCHE DE TRAVAUX N°
Cahier des Clauses Administratives Particulières
Commun à tous les lots

Transformation d'un bâtiment en hôpital de jour pour enfants et adolescents

Maître d'ouvrage :
Centre Hospitalier
4 rue du Docteur Charcot
25220 NOVILLARS

Adresse du chantier : 4 rue Garnier 25000 BESANCON

PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret suscit

Etablissement support :
CHU de Besançon
DPIMS- Département Travaux
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 Besançon Cedex
Tél : 03 81 21 80 77
ntp@chu-besancon.fr

Etablissement partie :
Centre Hospitalier de Novillars
4 rue du Docteur Charcot
25220 NOVILLARS
Affaire suivie par : Frédérique GUILLAUME-SAGE
Tél : 03 81 60 58 55 ou 03 81 60 58 03
Email : frederique.guillaume-sage@ch-novillars

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU(ES) MARCHE(S) – DISPOSITION GENERALES	5
1.1 - Objet du marché – lieu d'exécution des travaux.....	5
1.2 - Décomposition en tranches et en lots	5
1.3 - Ordre de service.....	5
1.4 - Procédure de passation du marché.....	5
1.5 - Sous-traitance	5
1.6 - Dispositions générales : travail dissimulé.....	6
1.7 - Intervenants	6
1.7.1 - Maîtrise d'œuvre – Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	6
1.7.2 - Contrôle technique	6
1.7.3 - Coordination sécurité et protection de la santé.....	6
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX –	
REGLEMENT DES COMPTES	7
3.1 - Répartition des paiements.....	7
3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s).....	7
3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	7
3.3.1 - Les prix du marché sont hors TVA, réglés par un prix global et forfaitaire et sont établis en tenant compte :	
.....	7
3.3.2 - Répartition des dépenses communes	8
3.3.3 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un coût global et forfaitaire	8
3.3.4 - Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle fourni lors de la période de	
préparation du chantier	8
3.3.5 - Le règlement des ouvrages non prévus se fera par avenants, conformément aux stipulations de l'article 14	
du CCAG.....	8
3.4. Variation dans les prix	9
3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché	9
3.4.2 - Choix des index de référence.....	9
3.4.3 - Modalités de révision des prix.....	9
3.4.4 - Modalités d'actualisation des prix	9
3.4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée	9
3.5 Paiement des sous-traitants	9
3.5.1 - Désignation des sous-traitants en cours de marché	9
3.5.2 - Modalités de paiement direct	10
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....	11
4.1 - Délai d'exécution des travaux	11
4.2 - Prolongation des délais d'exécution.....	11
4.3 - Pénalités pour retard.....	11
4.3.1 - Pénalités pour retard du délai contractuel.....	11
4.3.2 - Pénalité pour retard d'approvisionnement de fournitures	11
4.3.3 - Pénalités pour remise tardive des documents fournis après exécution	11
4.3.4 - Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS.....	11
4.3.5 - Pénalités pour absence aux réunions	12
4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12
4.5 - Présentation des documents à fournir après exécution	12
4.5.1 - Le Dossier des Ouvrages Exécutés.....	12
4.5.2 - Le Dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages	12
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	12
5.1 - Cautionnement - Retenue de garantie.....	12
5-2 - Avance	12

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
6.1 - Provenance des matériaux et produits	13
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	13
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	13
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage.....	13
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
7.1 - Piquetage général.....	13
7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	13
ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1 - Coordination des travaux.....	13
8.2 - Suivi des travaux	13
8.3 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail	13
8.4 - Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers	13
ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	14
9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours.....	14
9.2 - Réception.....	14
9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	14
9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	14
9.5 - Documents fournis après exécution.....	14
9.6 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale	14
9.7 - Garanties particulières	14
9.8 - Assurances	14
9.9 - Règlement des litiges.....	15
Article 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

PREAMBULE

Dans le cadre de la réglementation relative aux Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) et notamment le décret n° 2016-524 section 4 fixant les modalités de mutualisation de la fonction achat, le GHT centre Franche Comté a mis en œuvre sa démarche de convergence des marchés publics d'une part, et de construction d'un plan d'action achat territorial d'autre part.

La fonction achats est désormais centralisée auprès de l'établissement support qui est le CHU de Besançon, chargé de s'occuper de la passation des marchés.

Les établissements parties au GHT sont :

- Centre de soins et d'hébergement de longue durée Jacques Weinmann, Avanne-Aveney
- Centre hospitalier de Baume-les-Dames
- Centre hospitalier universitaire de Besançon
- Centre de long séjour de Bellevaux, Besançon
- Centre de soins et de réadaptation Les Tilleroyes, Besançon
- Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole
- Centre hospitalier Paul Nappes, Morteau
- Centre hospitalier Saint-Louis, Ornans
- Centre hospitalier intercommunal de Haute-Comté
- Etablissement de santé de Quingey
- Centre hospitalier spécialisé Saint Ylie Jura Dole
- Centre hospitalier spécialisé de Novillars

L'établissement concerné par cette consultation est :

Centre Hospitalier de Novillars
4 rue du Docteur Charcot
25220 NOVILLARS

ARTICLE 1 - OBJET DU(ES) MARCHE(S) – DISPOSITION GENERALES

1.1 - Objet du marché – lieu d'exécution des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux ou les ouvrages suivants :

Transformation d'un bâtiment en hôpital de jour pour enfants et adolescents

Le lieu d'exécution des travaux est le suivant :

4 rue Louis Garnier 25000 BESANCON

Les travaux à réaliser relèvent de la 3^{ème} catégorie au sens du code du travail (article R 4532-1) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité des chantiers.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot et dans les documents qui lui sont annexés.

1.2 - Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

L'opération est allotie :

Lot N°01 : Déconstruction Légère - Curage - Gros Œuvre

Lot N°02 : Terrassements - VRD

Lot N°03 : Clôtures et Portails

Lot N°04 : Etanchéité

Lot N°05 : Traitement de Façade

Lot N°06 : Serrurerie - Menuiseries Extérieures Aluminium

Lot N°07 : Menuiseries Intérieures Bois

Lot N°08 : Cloison – Doublage

Lot N°09 : Revêtement de Sol Souple - Carrelage – Faïence

Lot N°10 : Peinture

Lot N°11 : Plafonds Suspendus

Lot N°12 : Chauffage Rafraichissement Plomberie Sanitaire

Lot N°13 : Electricité

1.3 - Ordre de service

Le démarrage des travaux se fera sur ordre de service, conformément au CCAG Travaux, l'ordre de service sera signé par le maître d'ouvrage.

1.4 - Procédure de passation du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de travaux.

1.5 - Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté explicitement et agréé les conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G Travaux.

Un sous-traitant indirect ne peut être accepté qu'à la condition que l'entrepreneur principal qui lui sous-traite l'exécution d'une partie de ses prestations apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de le faire intervenir en tant que spécialiste.

1.6 - Dispositions générales : travail dissimulé

En application des dispositions de l'article L. 8222-1 du Code du Travail, le titulaire du marché communiquera au maître d'ouvrage tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois,
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 8222-12 et D 8222-5 ou D 8222-7.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance, le titulaire du présent marché aura l'obligation de demander les mêmes documents à chacun de ses sous-traitants.

1.7 - Intervenants

1.7.1 - Maîtrise d'œuvre – Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Le Maître d'œuvre est chargé d'assurer la conformité architecturale, technique et économique de la réalisation du projet, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de proposer leur règlement au maître d'ouvrage et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la personne physique suivante :

Mme Blandine Martin

Economie de la construction

BMEco - 14 B rue La Fayette, 25000 BESANCON, Tél : 07.49.80.31.13

M. Robert CARRARA

MARTIN BATIMENT INGENIERIE

OPC DET

14 B rue La Fayette 25 000 BESANCON - Tel : 07.82.22.82.95

1.7.2 - Contrôle technique

Les travaux à réaliser sont soumis au contrôle technique prévu par la loi du 04 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

La mission de contrôle technique est attribuée à APAVE, **2 CHEMIN DE PALENTE, 25000 BESANCON**

Le nom du contrôleur et sa mission seront communiqués au titulaire.

1.7.3 - Coordination sécurité et protection de la santé

SOCOTEC - Agence Construction Besançon

Parc d'Activité La Fayette - 4 rue du Colonel Maurin - 25000 BESANCON

Construction.Besancon@socotec.com - Tél : 03 81 41 40 32

Le nom du coordinateur et sa mission seront communiqués au titulaire.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) par lot (et ses annexes éventuelles),
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun (et ses annexes éventuelles),
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot
- Le planning prévision des travaux
- L'attestation de visite obligatoire
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) par lot (cette dernière présentée comme un détail estimatif n'est contractuelle que pour les prix unitaires et leur utilisation dans les éventuels travaux supplémentaires passés par avenant)
- Les pièces graphiques

b) Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009, approuvé au JO du 1er octobre 2009 (pour ce marché, il n'est pas fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Soit à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants payés directement,
- Soit à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants payés directement.

3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1 - Les prix du marché sont hors TVA, réglés par un prix global et forfaitaire et sont établis en tenant compte :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement,
- Des sujétions d'exécution particulières propres à l'Etablissement de Santé
- Des sujétions nécessaires à une parfaite finition des travaux.

3.3.2 - Répartition des dépenses communes

Le prestataire :

- Supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché qui lui est attribué,
- Doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- A la charge de l'évacuation de ses propres déblais
- A la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies, détériorées,
- Supporte les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés,
- Supporte les frais de réparation, de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés.

Ces frais sont réputés rémunérés par les prix du marché.

3.3.3 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un coût global et forfaitaire

Le prix forfaitaire fait l'objet d'une DPGF.

3.3.4 - Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle fourni lors de la période de préparation du chantier

Etablissement des acomptes

Le règlement des sommes dues au prestataire peut faire l'objet d'acomptes périodiques suivant les dispositions de l'article 13.1 du CCAG.

Les documents seront déposés de façon électronique sur la plateforme Chorus-pro sur le compte de l'établissement concerné en utilisant :

Etablissement	Siret	Code Service
CENTRE HOSPITALIER DE NOVILLARS	26250429300016	ECONOMAT-FINANCES

Solde

Après réception des travaux et levée de toutes les réserves, le prestataire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le mode de règlement des décomptes choisit par le maître d'ouvrage, est le virement administratif avec mandatement à 50 jours maximum.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Ce taux est celui de l'intérêt légal en vigueur (taux légal français) à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmentés de deux points.

3.3.5 - Le règlement des ouvrages non prévus se fera par avenants, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché et de ses avenants, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées au 3.4.4.

3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo de remise des prix.

3.4.2 - Choix des index de référence

Les index de référence choisis en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index « BT01-Tous corps d'état » des index nationaux du bâtiment.

3.4.3 - Modalités de révision des prix

Sans objet.

3.4.4 - Modalités d'actualisation des prix

Cette actualisation est applicable lorsque la notification de démarrage des travaux est postérieure de trois mois à la remise des prix et elle est effectuée par application du coefficient défini par la formule :

$$C = I_n/I_o$$

dans laquelle I_o et I_n sont des valeurs prises par l'index respectivement au mois « zéro » de remise des prix et le mois « n » précédent de trois mois la notification du démarrage des travaux (neutralisation de trois mois).

3.4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5 Paiement des sous-traitants

La sous-traitance est admise.

3.5.1 - Désignation des sous-traitants en cours de marché

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, modifiée par la loi MURCEF du 11 décembre 2001, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie du marché public conclu avec le maître d'ouvrage dans les conditions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

En cours d'exécution du marché, l'entrepreneur principal peut faire appel à de nouveaux sous-traitants à condition de les avoir déclarés préalablement au maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles 3.6.1.1 à 3.1.6.3 du CCAG.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Dans tous les cas, la déclaration d'acte spécial sera impérativement établie suivant le document annexé à l'acte d'engagement prévu à cet effet et doit préciser tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1.1 du CCAG Travaux.

Lorsqu'un sous-traitant direct du titulaire du marché doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, modifiée par la loi MURCEF du 11 décembre 2001.

Si le titulaire transgresse ces obligations, il s'expose à l'application des mesures coercitives prévues dans le présent CCAP.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

L'acceptation de chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage est assujettie à la fourniture des renseignements exigés par les articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les éléments à transmettre par le titulaire figurent en annexe 1.

3.5.2 - Modalités de paiement direct

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire indique sur le projet de décompte à l'emplacement "attestation de paiement direct" la ou les somme(s) à prélever sur celle qui lui sont dues (ou qui sont dues à un cotraitant) pour la partie de la prestation exécutée, et que le pouvoir adjudicateur devra faire régler à ce sous-traitant (base et révision TTC).

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues pour les sous-traitants.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché, ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

En cas de titulaire unique

Le titulaire est seul habilité à présenter les demandes d'acomptes et les projets de décompte, et à accepter les décomptes, pour lui-même ou ses sous-traitants payés directement, seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les mandatements sont effectués sur la base des pièces justificatives acceptées par le titulaire, conformément aux stipulations du présent article, et transmises par lui au pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement

Le mandataire est seul habilité à présenter les demandes d'acomptes et les projets de décompte, et à accepter les décomptes, pour lui-même, les cotraitants ou les sous-traitants payés directement. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les mandatements au profit des sous-traitants sont effectués sur la base des pièces justificatives acceptées par le mandataire, conformément aux stipulations du présent article, et transmises par lui au pouvoir adjudicateur.

Dès réception de ces pièces, le pouvoir adjudicateur avise directement le sous-traitant de la date de cette réception et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours comptés à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour les revêtir de son acceptation ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé de le faire. Passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation.

Dans le cas où le titulaire n'a, dans le délai de quinze jours suivant la réception de ces pièces, ni opposé un refus motivé, ni transmis la demande d'acompte ou le projet de décompte correspondant au pouvoir adjudicateur, le sous-traitant envoie directement une copie de ces pièces au pouvoir adjudicateur. Il y est joint une copie de l'avis de réception de l'envoi au titulaire de ces pièces justificatives.

Le pouvoir adjudicateur met aussitôt en demeure le titulaire de lui faire la preuve, dans un délai de quinze jours, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant. Dès qu'il a connaissance de la réception de cette mise en demeure, le pouvoir adjudicateur en informe le sous-traitant.

A l'expiration de ce délai, et au cas où le titulaire n'est pas en mesure d'apporter cette preuve, le pouvoir adjudicateur dispose des délais prévus au présent CCAP pour payer les sommes au sous-traitant.

Le montant de ces sommes ne peut excéder le montant des sommes restant dues au titulaire.

Les sommes réclamées par le sous-traitant dans les conditions fixées par les articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et qui sont retenues sur celles qui restent à payer au titulaire ne portent pas intérêt.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est déterminé à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 19.22 (premier alinéa) du CCAG est nul.

4.3 - Pénalités pour retard

Les dispositions suivantes sont appliquées, en cas de retard dans l'exécution des travaux.

4.3.1 - Pénalités pour retard du délai contractuel

En cas de non-respect du délai contractuel, une pénalité non révisable d'un montant de 150€ par jour de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

4.3.2 - Pénalité pour retard d'approvisionnement de fournitures

Sans objet.

4.3.3 - Pénalités pour remise tardive des documents fournis après exécution

En cas de retard de présentation desdits documents et notamment de non remise par le titulaire de la preuve de la traçabilité du traitement des équipements non réutilisés, dans les filières agréées, celui encourt une pénalité de 100 € par jour de retard

4.3.4 - Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

Si les observations du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ne sont pas suivies d'effets dans le délai prescrit par ce dernier, le retard constaté sera assimilable à un retard d'exécution et pénalisé sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux suivant les dispositions de l'article 4.3.1 ci-dessus

Le constat de retard par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé sera notifié par ordre de service du Maître d'œuvre et la pénalité correspondante appliquée sur le prochain acompte de l'entreprise.

4.3.5 - Pénalités pour absence aux réunions

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 2.7 du CCAG Travaux, il subit sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros pour toute absence constatée.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulation particulière et intégré dans le délai global.

4.5 - Présentation des documents à fournir après exécution

Le prestataire doit remettre au maître d'ouvrage, sous chemise :

4.5.1 - Le Dossier des Ouvrages Exécutés

Le dossier des ouvrages exécutés, remis en 2 exemplaires papier sera fourni à la fin des travaux et sous format électronique avec la mise à jour des plans existants des réseaux sous autocad.

4.5.2 - Le Dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages

Sans objet.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Cautionnement - Retenue de garantie

Le marché comporte un délai de garantie de 12 mois, pour lequel une retenue de garantie de 5 % sera effectuée sur les acomptes, remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

5-2 - Avance

En application des dispositions des articles R 2191-4 à R 2191-10, R 2191-13, R 2191-15 à R 2191-18 du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT, une avance est versée à l'entrepreneur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché dans l'Acte d'Engagement.

Son montant en prix de base est égal à :

- Pour les lots dont le délai d'exécution, tel qu'il est indiqué au 4.1 ci-dessus, ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5 %) du montant initial du marché en prix de base,
- Pour les lots dont le délai d'exécution, tel qu'il est indiqué au 4.1 ci-dessus, dépasse un an, au produit $12/N$ de cinq pour cent (5 %) du montant initial du marché en prix de base, N étant le délai d'exécution exprimé en mois.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution de ce macro-lot, sous réserve que le titulaire du marché ait produit l'engagement d'une caution d'au moins 100 % du montant de l'avance et la situation correspondante.

Son montant ne sera pas révisé. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existants sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant du marché.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

L'entreprise détermine la provenance des matériaux et produits. Il proposera une sélection qui devra recevoir l'accord du maître d'ouvrage

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 - Piquetage général

Sans objet

7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Coordination des travaux

Le prestataire titulaire du marché assurera l'ordre et la bonne tenue du chantier.

Le prestataire titulaire du marché fera son affaire personnelle, sans que la responsabilité du maître de l'ouvrage puisse être recherchée à cet égard, des dégâts qui pourraient être occasionnés par ses travaux et ses interventions.

8.2 - Suivi des travaux

Le suivi des travaux sera effectué par le maître d'ouvrage assisté du cabinet H'ABT ARCHITECTURE

8.3 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Aucune stipulation particulière par rapport aux dispositions réglementaires.

8.4 - Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers

Aucune stipulation particulière par rapport au CCAG.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG sont assurés par le prestataire à la diligence et en présence du maître d'ouvrage.

9.2 - Réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du CCAG :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, elle prend effet à la date de cet achèvement.

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

S'agissant de travaux sur existants en exploitation, les ouvrages dont le maître d'ouvrage a une utilisation courante seront mis à disposition dès leur mise en œuvre sans que cela vaille réception.

9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

9.5 - Documents fournis après exécution

Dossier des ouvrages exécutés

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, à savoir : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Ces éléments seront remis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique sous format pdf.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sous format papier est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

9.6 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

Le titulaire garanti le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir, à ses frais, les cessions, les licences ou les autorisations nécessaires. Le maître d'ouvrage a le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder, par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

9.7 - Garanties particulières

Sans objet.

9.8 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le prestataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution,
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

9.9 - Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 50 du C.C.A.G. Travaux.

Le Tribunal Administratif de Besançon est seul compétent.

Article 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP :

- Dérogation de l'article 41.1 à 41.3 du CCAG, résultant de l'article 9.2 du présent CCAP.

Dressé par le 10 novembre 2021

Lu et approuvé
L'opérateur
(cachet et signature)

ANNEXE 1

FICHE D'AGREMENT SOUS TRAITANT

ELEMENTS A TRANSMETTRE **AGREMENT SOUS-TRAITANT**

MARCHE : TITULAIRE :

SOUS-TRAITANT : MONTANT : HT

ELEMENTS JUSTIFICATIFS	Fournis OUI / NON
· la présente fiche de transmission	
· l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) mentionnant : a) la nature des prestations sous-traitées ; b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ; d) des conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitant et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;	
· déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder au marché public (articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L.2141-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)	
· capacités professionnelles et financières du sous-traitant (formulaire DC2 ou équivalent)	
· déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé NOTI 1	
· attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger (formulaire NOTI 2)	
· attestation d'assurance de responsabilité professionnelle	
· attestation d'assurance de responsabilité décennale	
· en cours d'exécution du marché, attestation du titulaire du marché que la cession ou le nantissement de créances consentis sur ce marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant	
· sous-traitant de 1 ^{er} rang en paiement direct : RIB · sous-traitant de rang supérieur à un ne bénéficiant pas du paiement direct : caution bancaire ou délégation de paiement	